

La Journée

B Plus : des moyens nouveaux pour continuer...

L'asbl "Contre le Séparatisme" avait vu le jour au début de 1993 à l'initiative de deux industriels, André Van Roy et Jean-Marie Delwart. Entourée d'une équipe de jeunes et d'étudiants, elle avait fourni un cadre juridique permettant d'organiser une manifestation pour l'unité du pays qui a eu lieu en avril 1993, avant la signature des accords de la Saint-Michel qui firent de la Belgique un Etat réellement fédéral.

Elle avait réuni de 40 000 à 100 000 personnes et fit la "Une" de toute la presse. L'idée initiale était de dissoudre l'association après la manifestation. Mais son succès fut tel que son existence fut prolongée et une structure de gestion et d'action fut mise en place.

Cinq ans plus tard naissait B Plus, un mouvement qui en fédérait trois autres déjà existants: le Groupe Coudenberg, le Front pour le Fédéralisme d'union et... "Contre le Séparatisme". Déjà à cette époque et contrairement à ce qu'en dirent les milieux nationalistes flamands, il n'était pas question de nostalgie de la Belgique de papa: ni unitariste ni confédéral, B Plus se voulait fédéraliste, pluraliste et progressiste.

... à lutter contre le séparatisme

B Plus entend continuer à proposer des solutions pour rendre la Belgique plus efficace, seule façon de garantir son avenir. C'est l'esprit de "Blueprint for Belgium" de Luc Van der Kelen, son conseiller politique, paru en mai 2014.

Cette vision des choses correspond aux idées des responsables de l'asbl "Contre le séparatisme", qui a décidé de mettre officiellement un terme à ses activités, tout en transférant le solde de ses avoirs financiers à B Plus. Les responsables du mouvement sont fiers de cette marque qui renforce leur conviction d'être sur la bonne voie.

Ben Weyts se profile pour le bien-être animal

Le ministre régional flamand Ben Weyts (N-VA) n'est pas seulement le chien de garde officiel du caractère éminemment flamand de la périphérie bruxelloise – in 't Nederlands: de Vlaamse Rand...; parmi ses attributions au sein du gouvernement de Geert Bourgeois figurent aussi la protection et la mise en valeur du bien-être animal, en fait, une nouvelle compétence régionale depuis le 1^{er} juillet dernier.

C'est à ce titre qu'il a fait une sortie remarquée pendant le week-end dans les médias. Réagissant à une série de reportages du "Belang van Limburg" qui dénonçaient des pratiques illégales et de véritables trafics de chiots dans des conditions de vie et de transport indignes depuis l'Europe centrale et orientale en direction de la France mais aussi de la Belgique, l'Excellence beerse-loise a tapé du poing sur la table et s'est profilé d'emblée comme très "dog-friendly".

Il a en effet promis à tous les amis des animaux d'intervenir à tous les niveaux pour enrayer ce phénomène qui touche la Tchéquie et la Slovaquie mais aussi la Hongrie, la Bulgarie et la Pologne. Il demande aussi le plus vite possible une concertation sérieuse avec le secteur des éleveurs d'animaux.

Et de clamer qu'il ne fait pas de doute "qu'il faut sortir les pommes pourries de ce milieu". C'est pourquoi il prendra langue avec les éleveurs qui selon lui ont tout intérêt à se mettre à son diapason!

Deux plaintes croisées dans l'affaire du niqab de la princesse

Le chef du protocole de la Ville de Bruxelles, qui avait arraché, jeudi passé, le niqab d'une princesse qatarie (*"LLB" du 18 août*) a porté plainte contre cette dernière pour port illégal du voile intégral, a-t-on appris lundi.

La princesse qatarie a, pour sa part, et comme indiqué dans nos colonnes lundi, déposé plainte à son encontre pour coups et blessures.

C'est ce qu'a indiqué, lundi, le parquet de Bruxelles. Lequel avait déjà révélé qu'un PV a été dressé pour coups et blessures volontaires, car en enlevant le niqab, le chef du protocole aurait arraché les boucles d'oreilles de la princesse, et que cette dernière avait écopé d'une amende pour port illégal du voile intégral.